



Circulaire n° 3744
Domaine : Personnel

Circulaire

aux administrations communales,
aux syndicats de communes,
aux offices sociaux et
autres établissements publics placés sous la surveillance des communes

Objet : Nouvelles dispositions **réglementaires applicables** aux agents communaux.

Madame, Monsieur le Bourgmestre,
Madame, Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance des autorités communales qu'un règlement grand-ducal du 12 septembre 2019 a apporté certaines modifications aux réglementations en vigueur dans le secteur communal et notamment en matière de traitement, de rémunération d'heures supplémentaires, de temps de travail, respectivement de congés des fonctionnaires et employés communaux.

A) Allocation de famille.

L'article 9 paragraphe 5 du règlement modifié du 4 avril 1964 ayant trait aux traitements des fonctionnaires communaux prévoit qu'une allocation identique ou analogue à l'allocation de famille, payée au conjoint ou partenaire occupé dans le secteur privé, est portée en déduction de l'allocation de famille allouée au fonctionnaire en application des anciennes dispositions réglementaires, qui restent en vigueur pour les agents communaux, qui n'ont pas opté pour l'application des nouvelles dispositions prévues en matière d'allocation de famille à l'article 16 du règlement grand-ducal du 28 juillet 2017.

Cette règle « anti-cumul » est abrogée **avec effet rétroactif au 1^{er} octobre 2018.**

B) Indemnisation d'heures supplémentaires prestées par des fonctionnaires communaux.

L'article 5 paragraphe 4 du règlement grand-ducal du 3 mai 1991 concernant la prestation d'heures supplémentaires par des fonctionnaires communaux limite le taux horaire, sans mise en compte des majorations, au dernier échelon du grade 9 (362 p.i.) pour l'indemnisation des heures supplémentaires, prestées par des fonctionnaires classés aux grades 10 et supérieurs.

Pour des raisons d'équité, cette limitation est abolie et les heures supplémentaires sont désormais indemnisées sur la base d'un taux horaire égal à un cent soixante treizième du traitement mensuel brut correspondant à l'échelon atteint par l'agent au moment où les heures supplémentaires sont prestées, les majorations éventuelles étant également dues.
Cette modification sort ses effets à partir du **1^{er} janvier 2018**.

C) Temps de travail et congés.

Le règlement grand-ducal du 21 octobre 1987 concernant le temps de travail et les congés des fonctionnaires communaux est notamment modifié rétroactivement au 1^{er} octobre 2018 comme suit :

- 1) Pour les agents, qui quittent ou qui entrent en service au courant de l'année, le droit au congé de récréation est établi proportionnellement à la durée de leur activité à raison d'un douzième par mois de service, les fractions de mois dépassant quinze jours étant comptées comme mois de service entier, alors que les fractions de congé supérieures à la demi-journée sont comptées comme jours entiers.
Ce mode de calcul est complété par les dispositions suivantes :
« Les fractions de mois au-dessous de quinze jours de calendrier sont comptées comme demi-mois ».
« Les fractions de congé inférieures à la demi-journée sont considérées comme demi-journée »
- 2) L'introduction du compte épargne-temps dans le secteur communal prévoit que le congé de récréation dépassant 25 jours, non sollicité, est automatiquement affecté à ce compte. Par conséquent, la partie du congé de récréation correspondant à 25 jours, qui n'a pas pu être accordé dans l'année en cours à un agent bénéficiant d'un congé sans traitement, est reportée à l'année où l'agent reprend son service.
- 3) La partie du congé de récréation correspondant à 25 jours doit en principe être sollicitée et accordée pendant l'année en cours. Si pour cause de maladie, le congé en question n'a pas pu être accordé, il peut être affecté, sur demande de l'agent concerné, au compte épargne-temps. Cette partie du congé de récréation peut également être reportée jusqu'au 31 mars de l'année suivante au cas où l'agent absent pour raisons de santé pendant une période prolongée ne sollicite pas ce transfert sur le compte épargne-temps.
- 4) Au cas où le fonctionnaire est rappelé ou ne peut pas partir en congé pour des raisons impérieuses de service, il a droit au remboursement des frais encourus. Cette nouvelle mesure couvre dès lors non seulement la situation de l'agent qui est rappelé de son congé, mais également celle où l'intéressé ne peut pas partir en congé et en subit en conséquence un préjudice.
- 5) L'ancienne disposition réglementaire concernant les sorties du fonctionnaire ou de l'employé communal en dehors de son domicile en cas de congé de maladie, prévoyait que *le fonctionnaire en congé pour raisons de santé ne peut s'absenter de son domicile ou du lieu où il se trouve en traitement que pendant les heures de sortie autorisées par le médecin traitant, à moins que la sortie ne soit rendue nécessaire par une consultation médicale, un traitement médical ou un traitement hospitalier.*
Source de nombreuses ambiguïtés et incertitudes, le texte est modifié par analogie au régime appliqué en la matière par la CNS.

La sortie du fonctionnaire en congé de maladie est définie par l'éloignement de son domicile ou du lieu de séjour indiqué.

Les sorties du fonctionnaire en dehors de son domicile ou du lieu de séjour ne sont autorisées pendant le congé pour raisons de santé que dans les cas suivants :

- 1) à partir du premier jour d'incapacité de travail :
 - a) pour les sorties indispensables pour donner suite aux convocations du médecin de contrôle, pour l'obtention de soins, d'actes diagnostiques, de médicaments ou de dispositifs médicaux, à condition que le fonctionnaire concerné puisse en justifier, par tous les moyens de preuve, sur demande du collège des bourgmestre et échevins.
 - b) pour les sorties nécessaires pour la prise de repas.
- 2) à partir du cinquième jour révolu du congé pour raisons de santé dépassant en continu cinq jours de service, pour les sorties non médicalement contre-indiquées d'après le certificat d'incapacité de travail uniquement entre 10.00 et 12.00 heures et entre 14.00 et 18.00 heures.

Le pays de séjour pendant un congé pour raisons de santé doit être identique à celui où est domicilié le fonctionnaire porté malade, à moins qu'une autorisation spécifique ne soit accordée par le médecin de contrôle. Cette mesure ne s'applique pas si l'incapacité de travail pour raisons de santé survient pendant un séjour dans un pays autre que celui du domicile du fonctionnaire.

Les dispositions se rapportant à la sortie autorisée pendant une période d'incapacité de travail ne s'appliquent pas aux fonctionnaires bénéficiant d'un congé de maternité ou d'accueil, d'une dispense de travail pour femmes enceintes ou allaitantes, d'un congé pour raisons familiales respectivement d'un congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie.

Au cas où l'incapacité de travail se prolonge au-delà de six semaines consécutives, le médecin de contrôle peut, sur demande écrite du fonctionnaire et avec l'accord du collège des bourgmestre et échevins, dispenser l'intéressé d'une ou de plusieurs restrictions de sortie. Cette dispense peut être accordée à partir du quarante-troisième jour d'une période continue d'incapacité de travail de six semaines.

- 6) Le séjour de cure dans une station thermale ou climatique n'est considéré comme congé pour raisons de santé que s'il est pris en charge par l'assurance maladie.
Si par contre la cure n'est pas prise en charge par l'assurance maladie, le fonctionnaire est tenu de solliciter un congé de récréation afin de couvrir la période d'absence en question.
- 7) Actuellement, le droit à la réintégration d'un fonctionnaire, bénéficiant d'un congé sans traitement de plus de deux ans, est subordonné à la participation à quinze jours minimum de cours de formation continue organisés par l'INAP. Il a été constaté que cette obligation n'est pas utile dans tous les cas, de sorte que cette contrainte est transformée en une faculté à apprécier de cas en cas par le collège des bourgmestre et échevins.
- 8) Les modifications apportées à l'article 32 du règlement grand-ducal modifié du 21 octobre 1987 tiennent compte de l'abolition au niveau du statut général du congé pour travail à mi-temps, qui est remplacé par le service à temps partiel à durée déterminée.

- 9) La modification de l'article 39 du règlement grand-ducal visé redéfinit le droit à un congé spécial dans l'intérêt des volontaires assurant les services d'incendie, de secours et de sauvetage en tenant compte de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile. Le congé spécial en question est dès à présent considéré comme temps de travail.

D) Modifications du règlement grand-ducal du 14 août 2017 déterminant pour les fonctionnaires et employés communaux :

- I. les cas d'exception ou de tempérament aux conditions du service provisoire ;
 - II. la bonification d'ancienneté de service pour la fixation du traitement initial ;
 - III. la procédure d'attribution d'une prime pour les détenteurs d'un doctorat.
- 1) Les activités professionnelles, exercées à temps partiel antérieurement à l'engagement en tant que fonctionnaire ou employé communal, ne sont plus exclues en vue de l'octroi d'une réduction de stage. En effet, ces périodes sont dorénavant considérées en matière de réduction de stage, proportionnellement à leur degré d'occupation.
- 2) La réforme dans la Fonction publique de l'année 2017 a introduit à partir du 1^{er} septembre 2017 la possibilité pour les fonctionnaires et employés communaux de bénéficier d'une bonification d'ancienneté plus favorable des périodes d'activité dans le secteur privé au cas où les agents en question offrent une expérience ou des connaissances professionnelles spéciales et des qualifications particulières acquises pendant ces périodes d'affiliation et en relation étroite avec le profil du poste brigué.

Pour la période du 1^{er} septembre 2017 au 30 septembre 2018, cette bonification s'élevait à :

- 100% lorsque le degré d'occupation correspondait à une tâche supérieure à 75% d'une tâche complète ;
- 75% lorsque le degré d'occupation était inférieur ou égal à 75% et supérieur ou égal à la moitié d'une tâche complète ;
- 0% lorsque le degré d'occupation était inférieur à la moitié d'une tâche complète.

A partir du 1^{er} octobre 2018, cette bonification se présente comme suit :

- 100% lorsque le degré d'occupation correspondait à une tâche supérieure à 50% d'une tâche complète ;
- 50% lorsque le degré d'occupation correspondait à une tâche inférieure ou égale à la moitié d'une tâche complète.

Cette règle relative à la bonification d'ancienneté de service est basée sur celle prévue à l'article 5 du règlement grand-ducal modifié du 28 juillet 2017 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires communaux.

Les mesures exposées ci-avant s'appliquent à partir du **1^{er} octobre 2018**.

E) Divers:

- 1) Les dispositions relatives aux congés extraordinaires, nouvellement introduits par le règlement grand-ducal du 31 août 2018 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 31 octobre 1987 concernant le temps de travail et les congés des fonctionnaires s'appliquent avec effet au 1^{er} janvier 2018. Toutefois lorsque, les anciennes dispositions sont plus favorables, elles restent applicables.

Les jours de congé extraordinaire, situés entre le 1^{er} janvier et le 31 août 2018, qui n'ont plus pu être pris au moment de l'évènement y donnant droit, seront affectés au compte épargne-temps. Il s'agit dans ce contexte des congés extraordinaires suivants :

- Congé de dix jours ouvrés, accordé au père en cas de naissance d'un enfant ;
- Congé de dix jours ouvrés en cas d'accueil d'un enfant de moins de seize ans en vue de son adoption, sauf en cas de bénéfice du congé d'accueil ;
- Congé de cinq jours ouvrés en cas de décès de l'enfant mineur du fonctionnaire.

- 2) Le règlement grand-ducal du 14 août 2017 déterminant les conditions et modalités d'attribution de l'allocation de famille aux fonctionnaires et employés communaux est abrogé, étant donné que les dispositions y contenues figurent désormais au règlement grand-ducal modifié du 28 juillet 2017 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires.

Pour toutes informations et explications complémentaires, les fonctionnaires suivants du ministère de l'Intérieur sont à votre disposition.

M. Jean-Lou Hildgen	tél. 247-84611 ; jean-lou.hildgen@mi.etat.lu
M. Marc Léonard	tél. 247-74625 ; marc.leonard@mi.etat.lu
Mme Pascale Breyer	tél. 247-84622 ; pascale.breyer@mi.etat.lu
M. Guy Lindé	tél. 247-84685 ; guy.linde@mi.etat.lu
Mme Françoise Schmit	tél. 247-74624 ; francoise.schmit@mi.etat.lu

Veuillez agréer, Madame, Monsieur le Bourgmestre, Madame, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

La Ministre de l'Intérieur


Taina BOFFERDING